



L'écocritique.

Finançons les énergies renouvelables allemandes (3) ! C'est confirmé.

A l'occasion de la signature d'une déclaration commune sur la création d'un Office Franco-Allemand dans le domaine des Energies renouvelables (EnR), Peter Altmaier, ministre de l'environnement, avouait qu'il ne fallait plus engager une transition énergétique sans tenir compte de ses voisins. Encore merci pour ce constat arrivant après ce qui ressemble à un fait accompli Allemand au niveau Européen. Il nous assène que le choix national du mix énergétique doit être remis en cause, même s'il atténue son propos en préconisant plutôt une harmonisation des politiques européennes [1].

L'objectif de cet Office, «renforcer la coopération franco-allemande dans le secteur des EnR», matérialise l'intérêt pour l'Allemagne que les autres pays abandonnent le nucléaire (surtout la France) et développent des interconnexions permettant de pallier les défaillances des EnR sur son propre territoire. Ceci aurait l'avantage d'augmenter le prix de l'électricité en France, le rapprochant des coûts allemands.

Comme par hasard, la conférence européenne sur l'éolien (EWA 2013) ne dit pas autre chose. Artur Trindade, le secrétaire d'Etat à l'énergie du Portugal, nous dit que, «*Les barrières commerciales sur le marché de l'électricité associées à la congestion du réseau sont deux obstacles importants... entre la France et le reste de l'Europe, les connexions demeurent pauvres. La France ne coopère pas... Les résolutions concernant le réseau électrique européen ne devraient pas être laissées à l'initiative de chaque Etat membre de l'UE : il faut faire remonter la prise de décision* [2]».

Au moins c'est clair, comme pour le réseau routier, nous ne sommes qu'un nœud de lignes à hautes tensions très insuffisant et sommés de couvrir notre territoire de milliers de kilomètres de câbles électriques pour permettre aux promoteurs éoliens européens de s'enrichir toujours plus grâce aux subsides publics. Toujours aucune réactions d'EE-LV...

Concernant la fameuse transition énergétique, L'ADEME, non avare d'approximations idéologiques, nous propose un scénario 2030-2050 dans lequel la puissance nucléaire est divisée par deux et le renouvelable intermittent multiplié par 7. L'exploit réside dans l'absence totale de chiffrage. Heureusement, certains s'en sont chargés [3]. Nous comprenons le voile pudique jeté par l'ADEME sur cette question qui fâche: 50 milliards d'euros pour renforcer le réseau de distribution de ERDF, 190 milliards d'euros en investissement pour la réalisation du parc français éolien et solaire, un coût lié à l'obligation d'achat par EDF de 5-10 milliards/an reporté en grande partie sur les consommateurs (CSPE), une perte de recette de 13 milliards d'euros secondaire à l'arrêt de la moitié du parc nucléaire. Au total la note se montera à environ 28 milliards d'euros/an soit une augmentation de 70% du MWh !

Il suffit pourtant de regarder ce qui se passe réellement outre-Rhin pour avoir une idée de ce qui nous attend [4]. Malgré la «gratuité» du vent et du soleil, la taxe allemande EEG, en fait l'argent pris aux utilisateurs et transféré aux opérateurs d'EnR, augmente chaque année (47% en 2013 !). Ce paiement annuel aux opérateurs de «renouvelable» est passé de 883 millions d'euros en 2000 à 16,6 milliards en 2011, la tendance pour 2015 étant évaluée à 28 milliards d'euros. Pire, ces chiffres ne révèlent qu'une fraction des coûts qui vont frapper la population allemande. En 2012, la somme totale des paiements déjà effectués et des engagements de paiements futurs atteint le total cumulé de 376 milliards d'euros, 570 milliards en 2015. C'est un fardeau de 18 000 euros pour un foyer de 4 personnes, voire 27 000 euros en 2015 si rien ne change. Encore plus délirant, il faut y rajouter les coûts liés au renforcement du réseau électrique, des capacités de secours (thermique à flamme) et des usines de stockage.

Il faut évidemment s'empresser d'imiter ce qui se fait de mieux dans le domaine de la gabegie financière soutenue par l'argent du contribuable le tout nappé d'une idéologie Verte qui prend ses désirs pour des réalités. Les effets bénéfiques d'un tel investissement sur le climat restent toujours à démontrer.

Les citoyens vont très rapidement apprécier l'impact des énergies «gratuites» sur leur pouvoir d'achat, surtout en cette période de crise qui rend le climat social explosif. Le coût de l'électricité augmentera de 30% selon la CRE de 2012 à 2017, cette dernière l'expliquant par l'essor des énergies renouvelables et les investissements dans les réseaux qui s'y rattachent⁵. Pour Delphine Batho, *«il n'y a pas de fatalité, pour l'avenir nous voulons développer massivement les énergies renouvelable»*. Au regard des investissements pharaoniques à consacrer, du niveau stratosphérique de la dette française et de l'explosion prévisible de la précarité énergétique, nous conseillons vivement à madame Batho d'ôter très rapidement ses lunettes vertes.

Thierry Levent, écolo-critique amateur.

-
1. <http://www.actu-environnement/ae/news/office-france-allemand-batho-altmaier-17758.php4#xtor=ES-6>
 2. <http://www.enerzine.com/3/15256+Conference-europeenne-de-leolien+html>
 3. Sauvons Le Climat, 6 décembre 2012.
 4. <http://www.contrepoints.org/2013/02/06/113756-exclusif-renouvelables-la-verite>
 5. <http://lci.tf1/economie/consommation/hausse-de-l-electricite-pas-de-fatalite-pour-batho-7835841.html>